

# PLUS

LES ENFANTS DE LA DPJ  
UNE AFFAIRE DE FAMILLES  
Éric Clément PAGES 4 ET 5



PHOTOS LA PRESSE ET PC

## ATTENTION, GOMERY À L'OEUVRE

Depuis février dernier, les Québécois sont littéralement tombés sous le charme d'un juge aux manières distinguées, John Howard Gomery, qui tient fermement les rênes de la commission d'enquête sur le programme des commandites. On le salue dans la rue, on l'aborde à la table du Subways ou du Van Houtte du complexe Guy-Favreau, où il a ses habitudes, et il a droit plusieurs fois par semaine à la même exhortation: «Lâchez pas, on compte sur vous!» De quoi redonner de l'énergie à ce septuagénaire qui a vu défiler plus de 130 témoins et qui aura la tâche titanesque de rédiger son rapport en moins de quatre mois.

# COMMISSION GOMERY LES RÉVÉLATIONS



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

« — **John Gomery** : Et est-ce que vous avez réussi d'autres études supérieures ?

— **Éric Lafleur** : Je qualifierais peut-être pas ça de «supérieures» mais j'ai obtenu un brevet de pilote d'avion et d'hélicoptère.

— **John Gomery** : C'est supérieur en hauteur, disons. »

« — **Benoit Corbeil** : Je, j'insiste, je ne savais à peu près rien, à 96, 97 %

— **John Gomery** : Ce sont les 2, 3% qui nous intéressent. »

## COMMISSION GOMERY

### Les autres révélations

Le programme des commandites et les activités publicitaires ont servi à renvoyer l'ascenseur à des agences proches des libéraux.

Charles Guité affirme que ces programmes étaient «politiquement dirigés» et a donné des exemples d'ingérence politique. L'agence québécoise BCP a ainsi reçu 65,7 millions en contrats publicitaires même si elle était arrivée deuxième à un concours organisé en 1994. «Quand la campagne est terminée et que les politiciens ont gagné, alors ils veulent retourner l'ascenseur», a expliqué M. Guité.

L'argent des commandites a fait la fortune d'une poignée de propriétaires d'agences de communications.

De 1996 à 2002, Claude Boulay, président de Groupe Everest, et sa femme, Diane Deslauriers, ont reçu 29,7 millions en salaire, dividendes et profits tirés de la vente de leur entreprise. «Vous êtes bien préparés pour la retraite», a ironisé le juge Gomery.

Entre 1998 et 2003, Luc Lemay, propriétaire de Polygone-Expour, a reçu 13,5 millions en salaire et dividendes, soit plus du tiers des 38,6 millions en commandites qu'il a gérées.

Jean Lafleur, sa femme et ses deux fils ont eu droit à 14,1 millions en six ans pour la gestion de 66,5 millions en contrats de commandites.

Jean Brault et sa femme, Joanne Archambault, ont empoché 4,9 millions en salaire et bonis de toutes sortes.

En deux ans, en 1997 et 1998, Gilles-André Gosselin a reçu 3,4 millions en salaire. M. Gosselin et sa femme, Andrée Côté-Gosselin, ont en outre tiré 1,4 million en 1998 de la vente de leur entreprise.

Au total, la douzaine d'agences par lesquelles ont transité 332 millions en commandites ont gardé 44%, soit 147 millions, en frais de production et salaires. Leurs propriétaires ont empoché personnellement plus de 73 millions en salaires, bonis et dividendes

Des agences de communications ont surfaturé le gouvernement

Factures en double, commandites pour des événements qui n'ont jamais eu lieu, frais de production qui dépassaient dans certains cas la commandite obtenue : les témoignages de Luc Lemay, propriétaire de Polygone-Expour, et de Paul Cof-fin ont révélé des dizaines d'exemples où le gouvernement n'en avait pas eu pour son argent.

Jean Lafleur Communications a facturé 275 \$ l'heure pour acheter des boules de Noël servant à décorer le voilier Bluenose. Le fils de M. Lafleur, Éric, a facturé un tarif horaire de 175 \$ pour les emballer.

Le Parti québécois et le Parti libéral du Québec ont reçu de l'argent des commandites via Groupaction

En 1996 et 1997, 17 employés de Groupaction ont versé 3000 \$ chacun au Parti québécois. Ils ont été remboursés par leur employeur.

En novembre 1998, Jean Brault reçoit l'ordre de Charles Guité d'envoyer 50 000 \$ au PLQ.

Groupe Everest, Charles Guité et le PLQ ont réfuté ce témoignage. Quant au PQ, il affirme avoir retracé 22 000 \$ de contributions provenant d'ex-employés de Groupaction et s'est engagé à restituer l'argent.

# UN JUGE BLAGUEUR MAIS RIGOUREUX

KARIM BENESEAIEH

On l'a surnommé le «juge blagueur» et il a inspiré un nouveau verbe, «gomerire», aux collègues qui suivent au quotidien sa commission d'enquête. L'humour de John Howard Gomery a réussi de toute évidence à préserver la sérénité des interminables travaux de cette commission.

Mais au-delà de son franc-parler et de ses boutades savoureuses, le juge Gomery, 72 ans, sait faire preuve d'un esprit de synthèse et d'une vivacité d'esprit redoutables. Quand les questions des avocats de la commission lui semblent trop tortueuses, il a l'habitude de prendre lui-même l'interrogatoire en main. «J'aimerais avoir la réponse avant l'argumentation. Maître, votre question est trop longue», a-t-il lancé il y a deux semaines, énérvé, à son propre procureur.

L'avocat Julius Grey a plaidé à plusieurs reprises devant le juge Gomery à la Cour supérieure du Québec depuis 1982. Il a été impressionné, convient-il. «C'est un homme très très intelligent, honnête et inébranlable. Il n'appartient à personne : quand il s'indigne, il le fait de façon directe.»

**«Je ne voudrais pas être devant lui avec un dossier ridicule ou mal fait. Il connaît ses dossiers et dit exactement ce qu'il pense.»**

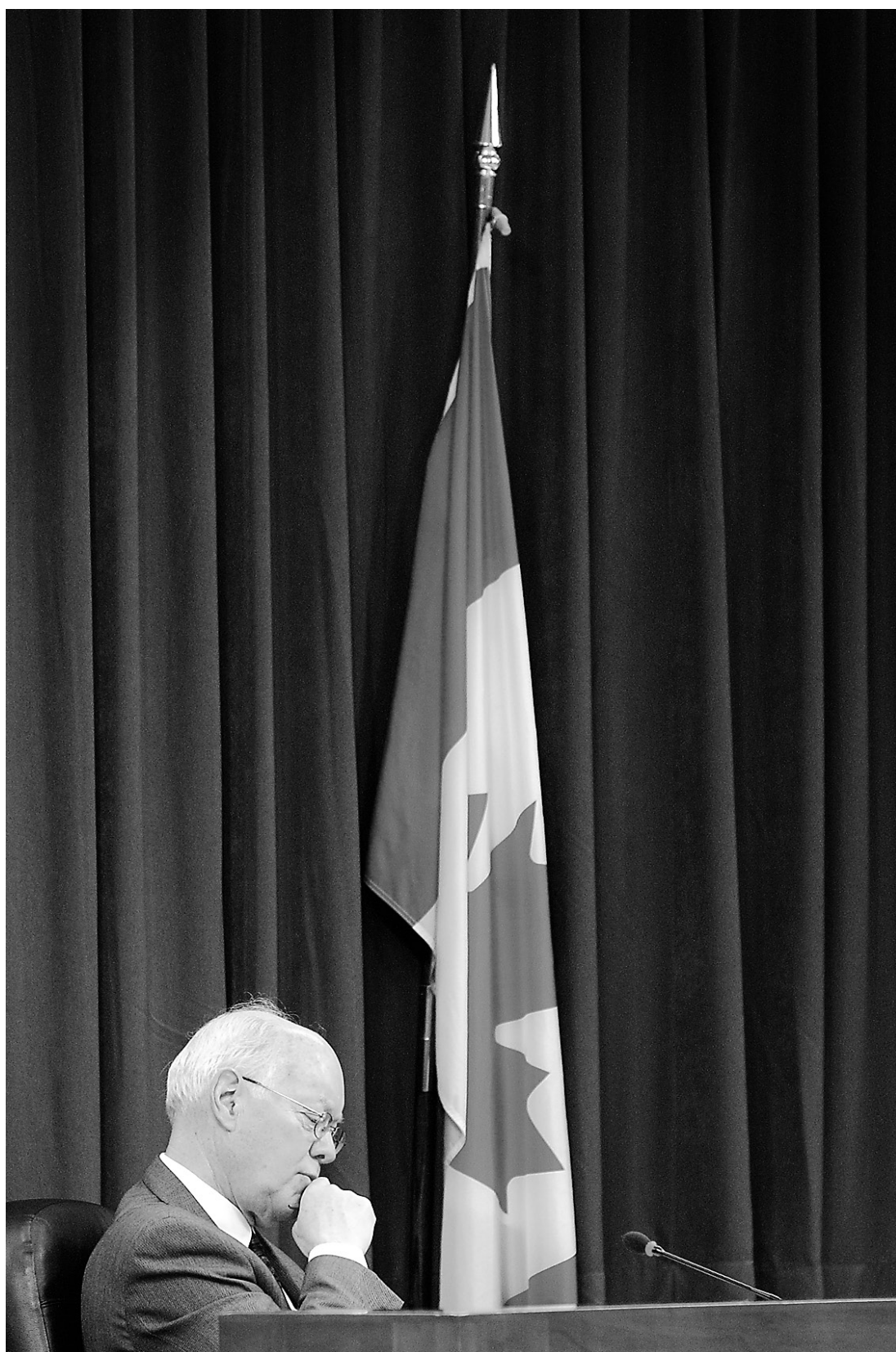
À la commission, le juge Gomery a surpris les journalistes à maintes reprises quand, au milieu des explications touffues et des louvoisements des témoins, il réussissait à extraire la petite contradiction que personne n'avait vue. À un Giuseppe Morselli, par exemple, qui explique qu'il dîne régulièrement avec les propriétaires d'agences de communication, mais qu'il ne les sollicite jamais pour des contributions au parti, le juge Gomery rétorque par des faits en rafale : ces agences avaient déjà donné 800 000 \$ au parti et récolté 332 millions en commandites. «Et vous ne leur avez jamais rien demandé ? C'est dur à croire.»

Et sa méthode fonctionne. Nombre de témoins hésitants ou amnésiques ont fini par donner une réponse plus précise quand le juge Gomery leur a lancé son classique «N'est-il pas vrai que...» qu'il conclut en général par un «n'est-ce pas?».

### Libéraux irrités

La méthode Gomery, évidemment, ne plaît pas à tous, surtout dans les rangs libéraux. Jean Chrétien a tenté d'obtenir sa récusation. L'ex-premier ministre n'avait pas du tout digéré certaines déclarations du juge Gomery dans des quotidiens torontois, fin décembre 2004. Les balles de golf signées Jean Chrétien avaient été qualifiées de «petite politique de village» et Charles Guité de «charmant chenapan qui avait hypnotisé son personnel». Il avait décrit sa place comme «le meilleur siège pour le meilleur spectacle en ville» et promettait d'autres révélations «juteuses» dans les mois à venir. À cet égard, il a manifestement tenu parole.

Et le labyrinthe des commandites, devant lequel même les réputés juricomptables de Kroll Lindquist Avey ont dû parfois baisser les bras, ne semble pas effrayer ce juge. À la Cour supérieure du Québec, John Gomery s'était bâti une réputation enviable : il pouvait démêler les implications financières dans des causes très complexes. «Il faut être bien préparé, parce que c'est un très bon juge, dit M<sup>e</sup> Julius Grey. Je ne voudrais pas être devant lui avec un dossier ridicule ou mal fait. Il connaît ses dossiers et dit exactement ce qu'il pense.»



Il ne faut pas se fier aux apparences. Le juge Gomery est un bourreau de travail qui a fait tout sauf dormir durant les audiences.

### Un juge qui n'a rien à perdre

Nommé en 1982 à la Cour supérieure du Québec, John Gomery a fait ses études de droit à l'Université McGill, où il a obtenu son diplôme en 1956. Né le 9 août 1932 à Montréal, John Howard est le fils de Walter Bertram Gomery, un vendeur itinérant de charbon qui gravit les échelons jusqu'à devenir président de l'entreprise qui l'avait embauché.

Comme avocat, John Gomery s'est spécialisé à ses débuts dans les litiges familiaux et le droit commercial. Sa deuxième femme, Pierrette Rayle, est également juge, à la Cour d'appel du Québec. Le couple a quatre enfants, dont deux filles avocates. Il vit dans une ferme de 64 hectares au sud de Montréal, dans la petite municipalité de Havelock, où il élève 18 vaches

et s'occupe d'une basse-cour de poulets, de cailles, de canards et de dindes.

Le juge Gomery prendra bientôt sa retraite de la Cour du Québec : il n'a ainsi absolument rien à perdre, comme il l'a confié à un journaliste en décembre 2004.

«J'ai 72 ans, je n'ai pas d'ambitions, je vais me retirer dans trois ans, je ne cours après aucune nomination, je ne cherche et n'obtiens aucune récompense, a-t-il déclaré. Je suis aussi libre qu'on peut le rêver.» Il promet «un rapport que tout le monde pourra comprendre» qui pourrait s'avérer un bon remède au cynisme de la population à l'égard des politiciens. «Je crois que déverser la lumière du jour sur les faits va permettre une sorte de purge. La vérité est une chose extraordinairement puissante.»

## LA SUITE DES CHOSES

Le dernier témoin a comparu cette semaine devant la commission Gomery, mais l'heure des vacances est loin d'avoir sonné pour la cinquantaine de personnes qui y travaillent à temps plein.

Le 10 juin, les avocats de toutes les parties devront déposer leurs plaidoiries écrites finales. Quatre jours plus tard, le 14 juin, le juge entendra les plaidoiries orales, pendant quatre jours.

Les avocats de Brault, Chrétien et Guité auront alors l'occasion de faire valoir leur version des faits.

Après cela commencera le fastidieux travail pour le juge Gomery de résumer, revoir et

analyser l'abondante preuve déposée devant la commission depuis septembre 2004. Le commissaire dispose déjà des résumés quotidiens élaborés par une assistante juridique personnelle, reposant sur plus de 300 cahiers de preuve et

**Le grand rendez-vous, en théorie, c'est le 1<sup>er</sup> novembre prochain, alors que le premier rapport du juge Gomery devrait être déposé.**

30 000 pages de retranscriptions de témoignages.

Le grand rendez-vous, en théorie, c'est le 1<sup>er</sup> novembre prochain, alors que le juge Gomery rendra son premier rapport. Cette publication se contentera de trier et d'établir les faits, une

tâche passablement gigantesque.

Un événement pourrait en retarder la présentation : le commissaire a clairement fait savoir qu'il souhaitait que le procès de Jean Brault et Charles Guité, qui commencera le 6 octobre, soit terminé au moment où il rendra public son rapport.

Le 15 décembre s'achèvera le processus, avec le dépôt des «recommandations en matière de politiques», dans lesquelles John Gomery expliquera au gouvernement fédéral comment se prémunir à l'avenir des dérapages qui ont causé le scandale des commandites.

Ce sera ensuite au gouvernement de décider du moment où il rendra publiques ces recommandations. Car la suite des choses appartient au domaine politique : Paul Martin a promis de déclencher des élections 30 jours après la réception du rapport final.

# COMMISSION GOMERY LES RÉVÉLATIONS

## EN CHIFFRES

- 127** témoins, **Un budget de 32 millions.**
- 30 000** pages de retranscriptions des audiences.
- 28 millions de documents** analysés répartis dans **7000 boîtes.**

**30 avocats** assistent à temps plein aux travaux.

**100 000 téléspectateurs** en moyenne suivent la diffusion des audiences sur RDI, du jamais vu pour une émission du genre. Le sommet a été atteint début mars, quand **180 000 personnes** ont regardé la comparution de Jean Lafleur.

TERMINÉES, CES PROCESSIONS DE TÉMOINS PLUS OU MOINS AMNÉSQUES, RETORS OU PARFOIS DRÔLES DEVANT LE JUGE GOMERY. LA COMMISSION SUR LE SCANDALE DES COMMANDITES ENTENDRA LES PLAIDOIRIES DES AVOCATS DANS QUELQUES JOURS, PUIS S'INSTALLERA UN LONG SILENCE : LE JUGE ET SON ÉQUIPE TRAVAILLERONT À LEURS RAPPORTS JUSQU'EN NOVEMBRE. MAIS LA VALSE DES ENVELOPPES BRUNES BOURRÉES D'ARGENT, DES FACTURES AUSSI GONFLÉES QUE FARFELUES ET DES RENCONTRES AU RESTAURANT DIGNES D'UN FILM DE SÉRIE B RESTERA DANS LES MÉMOIRES. KARIM BENESSAIEH A SUIVI LES TRAVAUX DE LA COMMISSION. IL RASSEMBLE ICI LES PIÈCES D'UN PUZZLE QUI A SOUVENT SEMBLÉ BIEN ÉPARPILLÉ.

## LE PROGRAMME DE COMMANDITES > 332 MILLIONS



**JEAN CHRÉTIEN** Premier ministre du Canada de 1993 à 2003

Le NON l'a emporté d'extrême justesse au référendum de 1995. Pour éviter une victoire ultérieure des souverainistes, le gouvernement de Jean Chrétien met sur pied dès février 1996 un programme de visibilité : on verra des drapeaux du Canada partout, rien ne sera négligé pour vanter les mérites du fédéralisme. On crée le fonds de réserve pour l'unité canadienne, dont le budget relève directement du bureau du premier ministre Chrétien. Tous les ministres du cabinet de l'époque qui ont défilé devant la commission Gomery ont plaidé l'ignorance à des degrés divers. Jean Chrétien aussi a avoué s'être peu intéressé aux détails lors de son passage devant la commission « L'appareil gouvernemental tout entier n'était pas obsédé par la gestion quotidienne de ce seul programme dans ses moindres détails, 24 heures sur 24, sept jours sur sept. »

PHOTO REUTERS



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

## LES HOMMES DE POUVOIR



**ALFONSO GALIANO**  
Ministre des Travaux publics (1997 à 2002) et lieutenant du Québec

Responsable politique du ministère au cœur du scandale des commandites, Alfonso Gagliano a toujours maintenu avoir laissé la gestion du programme à ses fonctionnaires. « Un ministre ne gère pas son ministère. Il n'a ni le temps ni la liberté d'agir pour ce faire », a-t-il déclaré.

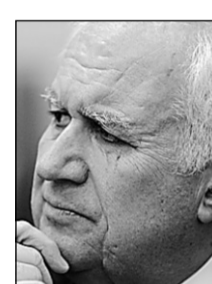
PHOTO PC



**JEAN-MARC BARD**  
Chef de cabinet d'Alfonso Gagliano de septembre 1999 à janvier 2002

Proche de Jean Pelletier et du propriétaire de Groupe Everest, Claude Boulay, M. Bard a été omniprésent dans l'attribution des commandites. M. Bard a soutenu devant la commission qu'il ne faisait qu'exercer un suivi sans prendre de décision.

PHOTO PC



**JEAN PELLETIER**  
Chef de cabinet de Jean Chrétien de 1993 à 2001

Personnage-clé au bureau du premier ministre, Jean Pelletier a admis être régulièrement intervenu dans la sélection des événements à commanditer. Mais il a assuré ne pas avoir touché à l'administration interne du programme.

PHOTO PC

## LES FONCTIONNAIRES



**CHARLES GUITÉ**  
Directeur de la Direction générale des services de coordination des communications (DGSCC) à Travaux publics Canada, de novembre 1997 à août 1999

Auparavant, directeur publicité et recherche à ce ministère de 1993 à novembre 1997. Surnommé le « tsar de la publicité », Charles Guité est le fonctionnaire au cœur du scandale des commandites. C'est par son bureau que transitaient la plupart des demandes de commandites, et d'où émanaient les décisions finales. Le programme, a-t-il soutenu, avait clairement une « direction politique ». Dans les trois années qui ont suivi son départ à la retraite, de 1999 à 2002, il a reçu plus d'un million des firmes avec lesquelles il avait transigé comme haut fonctionnaire.

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©



**PIERRE TREMBLAY**  
Successeur de Charles Guité à la DGSCC de septembre 1999 à septembre 2001

Il a été nommé à la tête de la DGSCC à l'insistance d'Alfonso Gagliano, dont il était l'ancien chef de cabinet, et contre l'avis de son prédécesseur Charles Guité. La vérificatrice générale et la commission Gomery ont relevé de nombreuses irrégularités dans la gestion du programme des commandites sous sa férule, bien qu'il ait apparemment tenté de resserrer les règles peu après son arrivée. Pierre Tremblay est décédé d'un cancer en septembre 2004.

PHOTO FRED CHARTRAND, PC

## LES AGENCES

**GROUPACTION/GOSSELIN**

Commandites reçues  
**105,7 millions**

Frais de production et commissions retenues  
**36,49 millions**

Contributions officielles au PLC-Québec  
**176 261 \$**

**GROUPE EVEREST**

Commandites reçues  
**67,7 millions**

Frais de production et commissions retenues  
**36,4 millions**

Contributions officielles au PLC-Québec  
**194 832 \$**

**LAFLEUR MARKETING**

Commandites reçues  
**65,5 millions**

Frais de production et commissions retenues  
**37,4 millions**

Contributions officielles au PLC-Québec  
**75 034 \$**

**VICKERS & BENSON**

Commandites reçues  
**15,4 millions**

Frais de production et commissions retenues  
**11,9 millions**

Contributions officielles au PLC-Québec  
**151 659 \$**

**POLYGONE/EXPOUR**

Commandites reçues  
**38,6 millions**

Frais de production et commissions retenues  
**5,8 millions**

Contributions officielles au PLC-Québec  
**23 361 \$**

**COMMUNICATION COFFIN**

Commandites reçues  
**8,7 millions**

Frais de production et commissions retenues  
**3,3 millions**

Contributions officielles au PLC-Québec  
**29 300 \$**

**BCP**

Commandites reçues  
**6,35 millions**

Frais de production et commissions retenues  
**2,9 millions**

Contributions officielles au PLC-Québec  
**97 720 \$**

Contributions secrètes de Groupaction au PLC-Québec, selon Jean Brault : 1,8 million.  
**TOTAL DES CONTRIBUTIONS AU PLC-QUÉBEC : officiellement 801 627 \$, 2,6 millions selon Jean Brault**

PHOTOS, LA PRESSE, PC

## LES ORGANISATEURS



**GIUSEPPE MORSELLI**  
Ami intime d'Alfonso Gagliano, chargé du financement du PLC-Québec de l'automne 2000 à janvier 2002

**Comment il se décrit :** « Mon rôle, c'était de vendre des billets (pour des activités bénéfiques). Je faisais la coordination, j'incitais le monde, c'est tout. »

**Ce qu'on a dit de lui :** On l'a présenté comme le « vrai boss » du parti en mai 2001 au nouveau directeur général, Daniel Dezaïnde. Jean Brault affirme lui avoir remis 100 000 \$ en argent comptant, ce qu'a nié M. Morselli.

PHOTO PC



**JACQUES CORRIVEAU**  
Organisateur libéral proche de Jean Chrétien, militant libéral depuis quatre décennies, il a reçu 8 millions en commissions sur les commandites.

**Comment il se décrit :** Son seul rôle au parti, a-t-il assuré, était une implication ponctuelle pour la vente de billets lors d'événements.

**Ce qu'on a dit de lui :** Il aurait mis en place un « système de ristournes » sur les commandites permettant de retourner l'agent vers les coffres du parti. De 1996 à 2000, il était celui qui « réglait les problèmes financiers du parti », a affirmé un ex-dg, Daniel Dezaïnde, citant son prédécesseur Benoit Corbeil.

PHOTO REUTERS

## LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA-SECTION QUÉBEC



**MICHEL BÉLIVEAU**  
(1996-1998)

Selon son témoignage, Michel Béliveau aurait reçu plus de 300 000 \$ en argent comptant de Jacques Corriveau en avril 1997. M. Béliveau affirme avoir donné cet argent à deux de ses adjoints, Benoit Corbeil et Marc-Yvan Côté. Le premier a assuré n'avoir reçu que 9000 \$, le second 120 000 \$.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©



**BENOÎT CORBEIL**  
(1998-2001)

Adjoint de Michel Béliveau en 1997, M. Corbeil a témoigné à l'effet qu'il avait reçu deux enveloppes d'argent comptant totalisant 90000 \$. En 2000, sur le conseil du chef de cabinet d'Alfonso Gagliano Jean-Marc Bard, M. Corbeil dit avoir obtenu 100 000 \$ du président de Groupaction, Jean Brault.

PHOTO PC



**DANIEL DEZAINDE**  
(2001-2003)

En mai 2001, Daniel Dezaïnde constate que le financement du parti a été confié à un réseau parallèle dirigé par Giuseppe Morselli. Jacques Corriveau, selon son témoignage, lui aurait confié avoir mis sur pied un système de ristourne qui faisait revenir l'argent des commandites dans les coffres du PLC.

PHOTO REUTERS

## LES ÉVÉNEMENTS COMMANDITÉS\*

Des 332 millions dépensés par Ottawa, environ la moitié, soit 164 millions, arriveront finalement dans les coffres d'organismes d'événements de toutes sortes, un millier au total. Voici les principales catégories d'événements commandités.

SPORTS AMATEURS	SPORTS PROFESSIONNELS	FOIRES, FESTIVALS ET CÉLÉBRATIONS	CAPSULES RADIO	SALONS
<b>42 millions</b>	<b>39 millions</b>	<b>23 millions</b>	<b>16 millions</b>	<b>13 millions</b>

\*LES MONTANTS COMPRENENT LES COMMISSIONS ET FRAIS PAYÉS AUX AGENCES

# SÉRIE LES ENFANTS DE LA DPJ

## HISTOIRE DE LA MALTRAITANCE ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

<b>374</b> Première loi contre les infanticides à Rome.	<b>1552</b> Premier hospice pour enfants abandonnés en France.	<b>1802</b> Loi limitant le travail des enfants en Angleterre.	<b>1820</b> Premier hospice pour enfants abandonnés au Québec.	<b>1841</b> Loi limitant le travail des enfants en France.	<b>1824-1845</b> 13 799 enfants accueillis par l'Hôpital général de Montréal.	<b>1842</b> Les enfants représentent 12 % de la main-d'œuvre en Europe.	<b>1850-1858</b> 2700 cas de MTS chez des filles de 11-14 ans à Londres.	<b>1858-1938</b> 217 cas d'inceste dans la région de Québec.
--	---	---	---	---	--	--	---	---

Pas facile, pour un enfant, d'être placé en famille d'accueil. Ni pour ses parents de se résoudre à l'y envoyer. Encore heureux que des gens se dévouent en accueillant ces jeunes souvent très perturbés, à qui ils arrivent à redonner de bonnes valeurs à force de temps et d'exemple. Tout ça à une fraction du prix d'un centre de réadaptation, constate-t-on dans le deuxième volet de notre série sur les enfants en difficulté.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Line St-Pierre et Yves Huppé ont décidé il y a sept ans d'être une famille d'accueil : ils ont sous leur garde sept garçons de 8 à 15 ans que leur a confié la Direction de la protection de la jeunesse de Montréal. Un travail de tous les instants pour le couple qui a plongé dans cette aventure lorsque ses propres enfants ont quitté le domicile familial. « Si les familles d'accueil sont une denrée rare, c'est parce que ce sont des perles. Ça prend une richesse du cœur », indique Sylvie Piché de la DPJ.

# Tout faire à peu de frais

La famille Huppé—St-Pierre est un centre d'accueil en miniature



ÉRIC CLÉMENT

Un enfant dans un centre de réadaptation coûte environ 100 000 \$ par année. Quand c'est possible, la famille d'accueil représente un coût moindre pour la société, mais ce n'est pas une tâche facile. Loin de là. Les enfants étant de plus en plus *multipoqués*, comme dit la DPJ, les familles d'accueil se font rares.

Pourtant, Yves Huppé, spécialisé dans la rénovation résidentielle, et Line St-Pierre, mère au foyer, qui ont deux garçons, maintenant adultes, sont famille d'accueil depuis sept ans. Ils ont la responsabilité de sept enfants âgés de 8 à 15 ans, sans compter un jeune déficient dont ils ont la garde permanente. Presque un centre d'accueil à eux tout seuls ! Et ne leur demandez pas quand ils vont arrêter. C'est toute leur vie.

Parmi les sept garçons, plusieurs ont subi des sévices corporels. D'autres sont marqués psychologiquement. Certains ont vécu dans un grand dénuement, manqué de nourriture ; ils ont été négligés par leurs parents ou obligés de changer constamment de demeure, en vivant par exemple dans des motels. Dans le cas d'un garçon, il y a même des soupçons d'agressions sexuelles de la part de sa mère. Ils font des cauchemars. L'un d'eux pleure chaque fois qu'on lui demande de ranger sa chambre.

« Certains ont vécu l'enfer », dit

M<sup>me</sup> St-Pierre. « On a eu un enfant une fois, cela lui a pris une semaine avant qu'il fasse une phrase complète », ajoute son conjoint.

### Quelqu'un a mal agi

Les jumeaux Tommy et Donovan, âgés de 8 ans, ont été placés chez eux car leur mère n'était pas capable de les garder. Ce sont des enfants qui ont de gros problèmes d'attention, surtout Donovan qui a récemment pénétré dans son casier à l'école après l'avoir pris pour une porte ! « Il bouge, ça n'a pas de sens ! dit M. Huppé. Il faut dire que ces enfants sont, en général, chez nous parce que quelqu'un a mal agi. C'est assez rare que ce soit l'enfant le problème. C'est plus souvent les parents qui boivent ou se droguent. En fait, il devrait y avoir des familles d'accueil pour les parents, ça aiderait les enfants ! »

Le couple doit manifester beaucoup de compréhension et de patience, surtout lorsque le jeune est très agité

et qu'il a mal agi. « C'est un travail de répétition, toujours, toujours, dit Yves Huppé. Il faut que le jeune se rende compte du geste qu'il a fait et si on ne s'en occupe pas, il ne se rend pas compte de ce qu'il a fait. »

Yves ou Line montent le ton quand il le faut. Quand ça ne va pas, que le jeune manque de respect, il va se coucher plus tôt. « Une bonne petite nuit de sommeil, ça fait du bien ! dit-elle. Ce sont des enfants qui aiment se confier. Quand ça ne va pas, on

**« Il devrait y avoir des familles d'accueil pour les parents, ça aiderait les enfants ! »**

ferme la porte de la chambre et on jase. Là, ça sort. C'est intéressant de voir évoluer leurs sentiments. Ils arrivent avec des handicaps, sont très

perturbés et puis ils se replacent. »

Même si c'est coûteux, le couple amène les enfants au restaurant, comme il le faisait avec ses propres enfants. « On aime leur faire découvrir plein de choses ; on va à notre maison de campagne des Éboulements et à l'Île-aux-Coudres. Il faut les voir sur le traversier, émerveillés devant les montagnes. Ils n'ont jamais fait ça. »

### Le rituel des devoirs

Les leçons sont un rituel chez les Huppé—St-Pierre. Après le souper, tout le monde s'assoit autour de la grande table pour faire ses devoirs. « Y' a jamais de crise, ils sont assidus, s'entraident, il faut les voir ! » dit M<sup>me</sup> St-Pierre, qui regrette que plusieurs des enfants aient de gros retards.

D'ailleurs, tous deux se désolent du peu de compassion des directeurs d'école à l'égard des jeunes vivant en

elle qui s'en occupe, qui lui donne son bain, qui lui fait faire ses devoirs. En plus, ça prend des gens capables de s'attacher mais pas trop, parce que quand ces enfants s'en vont, ton cœur s'arrache. »

« Les familles d'accueil reçoivent des clientèles très lourdes, ça leur prend du soutien, de la formation et du soutien extérieur, affirme Jean-Pierre Duplantie, directeur général du centre jeunesse de Montréal. Et aussi de la reconnaissance. »

Éric Clément

famille d'accueil. « Leur seuil de tolérance n'est pas très élevé, dit M. Huppé. Ils ont la gâchette facile. » « À la moindre crise, ils appellent, ajoute M<sup>me</sup> St-Pierre. Chaque fois, je leur dis : retirez-le de la classe, donnez-le lui un travail. On dirait qu'ils veulent s'en débarrasser, carrément. Dans les autobus scolaires, c'est la même chose. Faut pas qu'ils éternuent, sinon ils ont un billet ! »

« Ce sont des enfants hypothéqués quelque part, explique M. Huppé. Ça prend quand même une compréhension. Dans les règlements des écoles, il y a un premier avis. Après, c'est la suspension de trois jours puis la suspension pour l'année ! C'est exagéré. »

Pour le couple, vivre avec ces enfants perturbés est un défi passionnant mais éreintant. « C'est vrai que c'est exigeant, admet-il. Quand il faut se lever la nuit parce qu'ils pleurent chacun leur tour, ouf ! Les gens ne voient pas le travail qu'on fait. » « Ils pensent qu'on fait ça pour l'argent ! Seigneur ! C'est choquant, ajoute sa femme. Quand on fait la commande chez Maxi, c'est trois paniers ! Il faut les sortir, les vêtir, leur acheter des patins, comme on fait pour nos enfants. »

En tant que famille d'accueil, ils n'ont pas droit à de l'aide, ni à des subventions ni à des crédits d'impôt. Leur compensation varie de 16,50 \$ à 25,80 \$ par jour. Mais ils ne le font pas pour l'argent. « On veut aider le plus d'enfants possible, dit M<sup>me</sup> St-Pierre. Tout simplement. Quand il y en a un qui part, un autre arrive. »

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste [eric.clement@lapresse.ca](mailto:eric.clement@lapresse.ca)

2. Une affaire de familles

<b>1871</b> À Montréal, 20 % des filles et 28 % des gars de moins de 16 ans sont en usine.	<b>1885</b> Loi limitant le travail des enfants au Québec.	<b>1921</b> Loi de l'assistance publique au Québec, enfants placés en institutions.	<b>1934</b> Première société de protection de l'enfance au Québec.	<b>1943</b> Fréquentation scolaire obligatoire au Québec.	<b>1950</b> Ouverture du Mont-Providence (enfants de Duplessis)	<b>1974</b> Loi sur la protection des enfants mal-traités au Québec	<b>1977</b> Adoption de la LPJ	<b>1979</b> Mise en vigueur de la LPJ	<b>2004</b> La correction physique des enfants est maintenue par la Cour suprême.
---	---	--	---	--	--	--	-----------------------------------	--	--



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

Pas toujours facile, la vie au Gîte de Cité des Prairies. La plupart des jeunes placés en encadrement intensif à l'unité La Terrasse ont des problèmes de santé mentale et le tiers, des tendances suicidaires. Lorsqu'il est possible, le placement dans une famille d'accueil permet aux jeunes de vivre dans un environnement familial et de côtoyer des adultes dans un contexte différent.

# « J'ai placé mes enfants »

Confrontés à des choix difficiles, des parents n'ont d'autre recours que de demander à la DPJ de prendre la relève

ÉRIC CLÉMENT

Un sourire fragile s'éclipsant de son doux visage lunaire, Huguette Charbonneau, la trentaine fatiguée, est nerveuse. Elle tire sur sa cigarette. Ce n'est pas facile de dire à un journaliste qu'on a demandé à placer ses deux enfants dans une famille d'accueil.

L'histoire de M<sup>me</sup> Charbonneau est malheureusement banale pour la DPJ. Son ex-conjoint, spécialisé si l'on peut dire dans les vols de banque, a commencé à être violent quand elle est tombée enceinte. « Comme ma mère était très soumise à mon père, violent de nature, je trouvais ça normal, dit-elle. Quand j'ai accouché de mon premier fils, j'étais super heureuse, mais mon mari l'a mal pris. Il était peut-être jaloux. »

Les tensions ont augmenté. Son conjoint battait leur tout jeune fils à coups de ceinture. Le couple a suivi une thérapie. En vain. M<sup>me</sup> Charbonneau a commencé à boire. Un autre enfant est né. La violence s'est poursuivie. Huguette Charbonneau avait peur.

Elle dormait avec son cellulaire sous l'oreiller. Mais personne, dans sa famille, n'a voulu l'aider.

**Une famille absente**

« Mon père a toujours voulu un garçon, dit-elle en larmes. Il regrettait que je sois une fille. J'ai été agressée sexuellement et ma soeur m'a toujours dénigrée. Mes

parents n'ont même pas voulu témoigner en ma faveur quand je me suis séparée de mon mari. J'ai dû couper tout contact. »

Une fois son conjoint parti, elle en a eu vraiment trop sur le dos. Son fils ainé ne réussissait pas à l'école. Elle s'épuisait. « Mes enfants ne dormaient plus, dit-elle. Ils me donnaient des coups de

**« Peut-être qu'il serait mieux pour eux que je sois une maman à temps partiel. »**

piéd, ne voulaient pas voir leur père et quand ils revenaient de chez lui, ils me traitaient de grosse vache. »

Déprimée, élevant seule deux garçons de 9 et 7 ans perturbés par leurs premières années d'existence, elle les a placés dans une famille d'accueil en 2001, quelques jours après qu'ils se

même vu une amélioration : plus de respect de leur part. Ils me racontaient ce qu'ils faisaient dans leur autre famille. »

**Tentative de suicide**  
L'été dernier, elle a retrouvé ses enfants. Mais sept jours sur sept, c'était trop. Il y a eu de bons moments, mais aussi des crises, des

querelles à table, des refus d'aller se coucher. « J'étais dépassée. Et mon plus jeune a fait une tentative de suicide dans la salle de bains. »

Après un séjour à l'hôpital, les enfants sont retournés dans la famille d'accueil. M<sup>me</sup> Charbonneau a pris cela comme un échec personnel. Aujourd'hui, avec l'ai-

de de la DPJ et d'une travailleuse sociale, elle reprend le dessus. « Sans l'aide du centre jeunesse de Montréal, je ne sais pas ce que seraient devenus mes enfants. Et pourtant, je disais toujours que jamais je ne les placerais. Mais je l'ai fait par amour pour eux. »

Huguette Charbonneau a maintenant un travail stable dans le domaine juridique, mais elle ne sait pas si elle veut reprendre ses enfants. « Peut-être qu'il serait mieux pour eux que je sois une maman à temps partiel qui les verrait seulement de temps en temps. C'est dur à accepter car ma situation s'améliore. Je ne bois plus et je vois un psychothérapeute. »

Récemment, elle est allée au restaurant avec son fils cadet pour son anniversaire. Tout s'est bien passé. Pas de chicane. Il s'est même collé contre elle. « Je sais qu'ils m'aiment énormément, dit-elle. La maman d'accueil a les mêmes valeurs que moi. Avec elle, j'ai une bonne complicité. Je suis contente qu'ils soient dans cette famille. Je dois penser à moi et être plus solide. »

M<sup>me</sup> Charbonneau a un ami depuis six mois. Même si son ex est sorti de sa vie, elle a encore peur de lui mais refuse de le dénigrer. Elle dit que ses enfants auront malgré tout besoin de lui. « Je leur ai déjà dit que je remercie leur père de m'avoir fait deux beaux enfants. »

## Quand un père change sa façon de faire

La DPJ est appelée pour agression physique d'un père sur sa fille. L'intervenante essaie de faire comprendre au père qu'au Québec, on ne frappe pas les enfants. Le ton monte. Le père, d'origine haïtienne, s'emporte : « Eh bien, prenez-la ! Placez-la ! De toute façon, vous voulez en faire comme les Québécois, un enfant de la rue, une fille

délinquante. Moi, je crois que la correction est nécessaire. C'est comme ça dans mon pays. » L'enfant a été retiré mais la DPJ a rencontré de nouveau le père. « Pour lui, sa fille avait trahi sa culture, dit Sylvie Piché, intervenante. Mais on l'a convaincu que sa méthode d'éducation était peut-être normale dans son pays d'origine mais qu'ici, elle

marginalisait sa fille. Je lui avais dit que je savais qu'il aimait sa fille et qu'il voulait qu'elle soit une élève modèle mais que les coups qu'il lui donnait la rendait différente des autres car elle avait des marques aux jambes, ne voulait pas faire de l'éducation physique ni mettre des bijoux. Il a compris, a changé et a repris sa fille. »

**LES ENFANTS DE LA DPJ**

- 1> Lieux clos
- 2> Une affaire de familles
- 3> S'en sortir

Vous voulez réagir à notre série? Écrivez-nous à [commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

## PLUS

## DES OH! ET DES BAH!

La chronique ironique qui voit et entend tout... à sa façon

## DES CHIFFRES QUI PARLENT

**0** Nombre de résidents du Québec, en excluant la frange ultra-linguistico-sensible du Parti québécois, qui pensent, au réveil, à la nécessité de restreindre l'accès aux cégeps anglophones pour favoriser les français.

**50** Nombre (très approximatif) de journalistes ayant fait cette semaine un article sur le «cirque médiatique» entourant la comparution de Karla Homolka à Joliette. Un méta-cirque ?

**81** Pourcentage de la population francophone insatisfaite du gouvernement de Jean Charest. Allez, encore un petit effort et ce sera la note parfaite...

## ICI ET AILLEURS

MONTRÉAL  
Journalisme de terrain

Les journalistes affectés à la couverture de la commission Gomery ont trouvé une façon coquine de célébrer la fin des témoignages : ils se sont donné rendez-vous mercredi soir au restaurant Chez Frank, dans la Petite Italie. Ils étaient une douzaine à s'imprégner de l'ambiance des lieux, tout en découvrant ses fameuses pastas. Les joyeux reporters ont rapidement été repérés par le maître d'hôtel quand l'un d'entre eux, désireux d'une bière italienne Moretti, a subtilement commandé une... Morselli. Façon de rappeler que le restaurant est au coeur des épisodes les plus rocambolesques du scandale des commandites. Joe Morselli, influent organisateur libéral qui y tenait pratiquement audience tous les midis, brillait par son absence mercredi, tout comme le juge Gomery malgré l'invitation (un brin empoisonnée) des journalistes.

## ÉTATS-UNIS

## Longue vie au papier toilette

Un rouleau de papier toilette peut-il faire l'Histoire ? Force est de conclure que oui à la lecture du récit que donne Bob Woodward de son histoire avec *Deep Throat*, la mystérieuse source à l'origine du Watergate. Selon le compte rendu publié cette semaine dans le *Washington Post*, la source en question, qui s'est avérée être l'ancien numéro 2 du FBI, Mark Felt, avait amorcé sa carrière au sein d'un organisme gouvernemental chargé des questions de concurrence commerciale. L'un de ses mandats fut de décider si un fabriquant de papier toilette dont le produit s'appelait «Croix rouge» risquait d'être avantagé parce que le nom évoquait un organisme respecté. Zzzzzzz ! Il semble que l'épreuve l'a convaincu d'aller faire valoir ses qualités ailleurs. Inspectez bien vos fonds d'armoires, les rouleaux «Croix-Rouge» vaudront bientôt une fortune sur eBay...

## ILS, ELLES ONT DIT...

## Intellectuelle

«C'est vraiment hot.»

— Phrase la plus complexe prononcée par la riche PARIS HILTON lors de son passage cette semaine à l'émission de David Letterman.

## Mystérieux

«Tout à coup le pif, on ne sait pas trop pourquoi, nous incite à la prudence.»

— L'ex-chef de cabinet de Jean Chrétien, JEAN PELLETIER, expliquant de façon sibylline pourquoi il avait suggéré au premier ministre de se méfier de son ami Jacques Corriveau.

PHOTO LA PRESSE ©  
Jean Pelletier

## Obscur

«Quand vous saurez respirer avec vos oreilles et voir à l'aide de votre nez, vous trouverez l'éveil.»

— Extrait d'un petit livre sur le zen encore plus mystérieux que Jean Pelletier.

## EN HAUSSE... EN BAISSÉ



## » QUEBECOR

Le géant médiatique héberge généreusement sur son portail Canoë le site Internet de la fondation Nathalie Simard. On y apprend qu'il est possible de revoir, par le service de vidéo sur demande Illico de Vidéotron, l'entrevue qu'elle a accordée à Paul Arcand après avoir reçu une promesse de don de 100 000\$. Deux morceaux de robot si vous savez à qui appartient Vidéotron.

## » LA CHRONIQUE DES OH ! ET DES BAH !

Notre appel à tous sur la gogauche et la dedroite, soyons francs, n'a généré que... deux courriels. Mais comme le nombre de lecteurs de la chronique dépasse à peine ce seuil, on peut presque parler, en matière de participation, d'une fiche parfaite de 100%. Un chiffre à rendre jaloux Jean Charest.

Avec la collaboration de Karim Benessaïh, Agnès Gruda, Mario Girard et Marc Thibodeau.

## Le procès de Moscou



AGNÈS GRUDA  
DES NOUVELLES  
DU MONDE  
agruda@lapresse.ca

Deux détenus se rencontrent autour d'une gamelle de mauvaise soupe dans un baigne stalinien et échangent des informations sur leurs situations respectives.

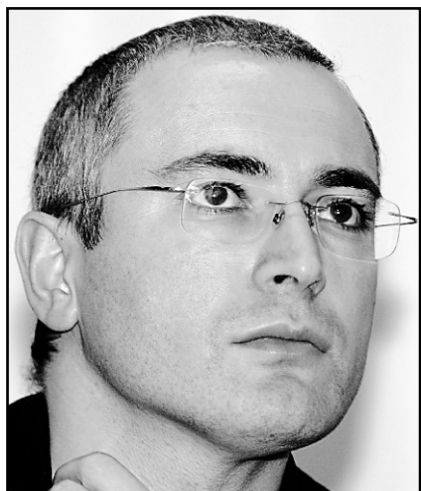
— T'as eu combien ? demande l'un.

— J'ai eu 10 ans, pour vol à main armée, et toi ? répond l'autre.

— Moi, j'ai eu deux ans, mais c'est pour rien, réplique le détenu numéro un.

— Impossible, dit son compagnon. Pour rien, on nous donne cinq ans.

Cette histoire tirée du vieux répertoire de blagues soviétiques a connu une sorte de réédition post-communiste, mardi dernier, avec la condamnation de l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski à une peine de neuf ans de prison.



Mikhaïl Khodorkovski

## QUE SONT-ILS DEVENUS ?

## La stagiaire du président

Hier, on étalait leur vie sur toutes les tribunes. Aujourd'hui, ils ont disparu de l'écran radar, ou presque. Pourtant, ceux qui nous ont fait vibrer, rager, pleurer ou baver d'envie sont toujours là. On les a retracés. Bienvenue au club des retrouvés.

## MARIE-ANDRÉE AMIOT

Il y a presque un an jour pour jour, Monica Lewinsky sortait de l'oubli pour dénoncer la biographie de Bill Clinton. L'ex-président y révélait s'être senti dégoûté après sa liaison avec la jeune femme. Anéantie, Monica a espéré une rétractation. Si son histoire sulfureuse avait fait trembler la Maison-Blanche, Monica avait cru à une certaine époque que le président balancerait femme, enfant et pays pour l'épouser. Peut-être le croyait-elle encore un peu.

Monica a 22 ans en 1995 quand elle devient stagiaire bénévole à la Maison-Blanche. Rapidement, elle accède à un poste rémunéré qui la mène au bureau Ovale du président. «La première fois que je l'ai rencontré, j'ai été époustouffée», confiera-t-elle.

Le reste est entré dans l'histoire. Durant des mois, Clinton et Monica ont entretenu une liaison illicite qui a finalement éclaté au grand jour. Les partenaires ont d'abord nié leur relation, mais Linda Tripp, une «amie» de Monica, avait enregistré ses confidences. Monica elle-même avait gardé en souvenir une robe tachée de sperme présidentiel. Les faits étaient

Parti de rien, ce chimiste de formation avait commencé sa carrière en dirigeant la cafétéria de son université. Puis, il a fait de l'importation de jeans et d'ordinateurs, avant d'acheter pour une bagatelle un consortium de sociétés d'État bringuebalantes qu'il a transformées, en l'espace de deux ans, en un empire pétrolier.

Le nouveau *businessman* n'a pas mis de gants pour devenir l'un des hommes les plus fortunés en Russie. Il vient d'être reconnu coupable de fraude, d'évasion fiscale et de détournement de fonds — et il n'y a pas beaucoup de voix, en Russie, pour prétendre qu'il soit blanc comme neige sur ces trois fronts.

Génie des montages financiers, ce requin est adepte de la devise selon laquelle pour enseigner à nager à quelqu'un, il faut le lancer à l'eau. S'il surmage, c'est qu'il est bon, sinon, qu'il se noie. «C'est un gestionnaire extrêmement dur», confiait récemment sa seconde femme, Inna. Mais qu'il ait effectivement pris de grandes libertés avec les lois et joué dur avec la concurrence n'enlève rien au caractère fondamentalement politique de son procès.

Il y a ce verdict, étonnamment dur pour ce genre de crimes (la peine maximale est de 10 ans). Il y a un système de justice dépourvu de toute indépendance, où les juges mal payés sont soumis à une forte pression politique. Il y a aussi la menace imminente de nouvelles accusations qui pourraient le faire rester jusqu'à 30 ans derrière les barreaux.

Mais surtout, si Khodorkovski a joué allègrement avec le système, il n'était pas le seul. C'est toute une classe de *businessmen* russes qui, après la chute du communisme, s'est lancée avec enthousiasme dans un capitalisme sauvage peu scrupuleux de l'éthique, construisant des fortunes sur les restes dépecés des entreprises décollectivisées.

Ces «barons voleurs» ont été carrément autorisés à voler : «On leur a donné les clés de l'appartement où il y avait de l'argent et on les a invités à s'en servir», rappelle un commentateur russe.

Pourquoi sévir contre l'un et pas contre l'autre ? Comme par hasard,

ce sont ceux qui achetaient des journaux et tentaient de se munir d'un «bras» politique que le Kremlin a eu tendance à placer dans sa mire. Khodorkovski, lui, a non seulement acheté un journal (l'influent *Moskovskie Novosti*), mais il a montré des velléités présidentielles. Là, c'en était trop.

Menacé par l'État, il a de plus refusé de s'exiler. «Je ne serai pas un émigré politique, mais un prisonnier politique», a-t-il crâné. C'était vraiment, vraiment trop!

Le verdict de Khodorkovski a suscité peu de réactions à l'étranger, mais il a été accueilli avec stupeur par la presse russe. Plusieurs l'ont interprété comme un tournant, un

« Je crois qu'il ne fera plus jamais de business. En tout cas, une chose est sûre, il ne fera jamais plus de politique. »

— MARIA KHODORKOVSKAÏA, mère de Mikhaïl Khodorkovski.

point de rupture entre une démocratie chancelante et un régime de plus en plus dictatorial.

«Le principal but de cette affaire était de détruire un homme qui dérangeait le Kremlin», écrit le journal *Vedomosti*. Un article publié dans un autre journal va jusqu'à annoncer l'avènement d'une «idéologie fasciste», obsédée par l'élimination de toute résistance.

Pour Boris Berezovskii, autre oligarque mal aimé, mais qui a choisi l'exil, le Kremlin poursuivait trois objectifs avec le procès de Khodorkovski. Détruire un homme d'affaires indépendant, lui enlever toute capacité de financer un parti politique et instaurer une ambiance de peur.

Pour l'instant, c'est 3 à 0 pour Poutine.

Depuis Staline, les temps ont changé. M. Khodorkovski ne croupira pas derrière les barreaux «pour rien». Mais il y restera beaucoup trop pour ce qu'il a fait, alors que d'autres font la même chose sans être le moins ennuyés par qui que ce soit...

Sa peine, assénée avec la complaisance d'une opinion publique qui excère les riches, ouvre la porte à une dérive inquiétante de la justice russe.

Vous vous demandez où sont passées ces personnes qui ont défrayé la manchette et qui se sont éclipsées depuis ? Écrivez-vous et nous tenterons de les retracer.

mamiot@lapresse.ca



Monica Lewinsky

PHOTO AP

# MONDE

## Sommet de crise Chirac-Schröder à Berlin

MICHEL LECLERCQ  
ET JEAN-LOUIS DE LA VAIS-  
SIÈRE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

**BERLIN** — Le président français, Jacques Chirac, et le chancelier allemand, Gerhard Schröder, se sont retrouvés hier soir à Berlin pour un sommet de crise destiné à démontrer contre tous les mauvais augures la force du tandem franco-allemand pour sortir l'Europe de l'impasse.

« Ce dîner a permis de souligner la cohésion, l'entente et l'unité de l'Allemagne au service de la construction européenne », a affirmé le porte-parole de l'Élysée, Jérôme Bonafont, dans un point de presse à l'issue de la rencontre. Il a été l'occasion pour MM. Chirac et Schröder de préparer des « initiatives communes » en particulier sur les perspectives financières de l'UE, a dit le porte-parole allemand, Bela Anda.

Ce sommet à la chancellerie fédérale a été organisé dans l'urgence

après le double non aux référendums en France et aux Pays-Bas sur la Constitution européenne, qui a ouvert en Europe une période de doute et d'incertitude. Gerhard Schröder doit de nouveau rencontrer le président français le 10 juin, cette fois-ci à Paris.

Cette rencontre est surtout destinée à réaffirmer que le couple franco-allemand reste une force au sein de l'UE, à un moment où le premier ministre britannique, Tony Blair, partisan d'une conception libérale de l'Europe à laquelle Paris et Berlin se sont souvent opposés, va assumer, à partir de juillet, la présidence pour six mois.

Évoquant « l'esprit de rassemblement » que Paris et Berlin veulent faire prévaloir au sommet de Bruxelles, les 16 et 17 juin, M. Bonafont a déclaré en évoquant la prochaine présidence britannique : « Une grande responsabilité lui incombera pour poursuivre dans cet esprit de rassemblement. »

Encouragé par Paris, le chancelier allemand redouble d'efforts ces

derniers jours pour relancer la machine européenne et garantir la poursuite du processus de ratification par les 25. Il doit recevoir le 13 juin Tony Blair qui devrait aller le lendemain à Paris.

Chaque pays a « le droit et le de-

voir » de se prononcer sur la Constitution, a déclaré M. Anda, en affirmant que Paris et Berlin sont d'accord sur le fait que le processus de ratification « doit se poursuivre ».

Les négociations autour du budget de l'UE pour la période 2007/2013 qui sont à l'ordre du jour du conseil européen ont été un des sujets principaux de l'entretien de deux heures. Les deux pays contributeurs nets à l'UE ne veulent pas que le budget excède un montant

équivalant à 1 % du revenu national brut (RNB) communautaire, soit environ 815 milliards d'euros. Mais M. Schröder s'est dit prêt à une certaine souplesse pourvu que les autres pays bougent aussi.

Sur la question d'une réduction

des dépenses : « Discipline financière, solidarité, respect des engagements et principe d'équité. »

Les deux dirigeants se trouvent devant un défi difficile, étant tous deux affaiblis, l'un par le rejet du traité constitutionnel par les Français, le second par la crise politique qui l'a amené à convoquer des élections anticipées en septembre. Scrutin anticipé dans lequel Gerhard Schröder est donné perdant au profit de la conservatrice Angela Merkel.

Le journal britannique et anti-européen *Times* a ainsi décrit la rencontre comme « l'axe des perdants ».

Dès l'arrivée de Jacques Chirac, le chancelier et son épouse Doris ont voulu manifester la chaleur du lien qui les unit dans ces temps difficiles. Le chef de l'État français, très souriant, a donné l'accolade à Doris, avant de faire de même avec Gerhard Schröder. Il a ensuite posé amicalement sa main sur l'épaule de la femme du chancelier.

### LE TOUR DU GLOBE

PALESTINIENS

#### Vote reporté

Au risque de susciter une violente réaction du Hamas, le président palestinien Mahmoud Abbas a décidé le report de plusieurs mois des élections législatives prévues à la mi-juillet, une décision très probablement destinée à lui donner du temps pour contrer la montée du Mouvement de la résistance islamique. « C'est pour qu'il y ait plus de consultations et que les mesures légales soient mises en places », a déclaré hier Mahmoud Abbas à la télé. « Le temps est bref. Le report était nécessaire pour nous permettre de finaliser les mesures légales et les consultations entre factions. » Le Hamas a aussitôt dénoncé cette initiative. AP

IRAN

#### Résistance

L'Union européenne et les États-Unis restent déterminés à obtenir que l'Iran renonce à toutes ses activités liées à l'enrichissement d'uranium et souhaite dissiper tout éventuel malentendu à ce sujet avec Téhéran, ont déclaré hier des diplomates. Un diplomate américain et un diplomate de l'UE ont indiqué que les négociateurs des trois pays européens impliqués dans le dossier du nucléaire iranien — l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, ou UE-3 — allaient s'efforcer auprès des autorités iraniennes de clarifier ce qui semble être un malentendu sur la position de Washington. Cette confusion serait liée, selon les diplomates, à une déclaration du président américain George W. Bush qui pourrait avoir conduit les responsables iraniens à croire que Washington n'était pas opposé à ce que l'Iran enrichisse de l'uranium à de faibles niveaux. AFP

CHINE

#### Évocation pacifique de Tiananmen

Pékin était calme hier pour le 16<sup>e</sup> anniversaire de la sanglante répression du mouvement pour la démocratie de la place Tiananmen, mais les dissidents étaient comme d'habitude sous haute surveillance policière. « Des policiers sont en bas de chez moi. Ils m'ont clairement dit qu'il ne me laisseraient pas aller au cimetière aujourd'hui », a déclaré à l'AFP Ding Zilin, chef de file des Mères de Tiananmen, qui se bat depuis 1989 pour que la lumière soit faite sur le massacre par l'armée de centaines, voire de milliers de civils désarmés, parmi lesquels son fils, âgé à l'époque de 17 ans, tué d'une balle dans le dos. « Depuis 16 ans, je n'ai jamais pu me rendre le 3 juin à 11 h du soir au carrefour de Muxidi, là où mon fils est mort », a regretté Mme Ding, qui a adressé il y a une semaine une lettre ouverte demandant des excuses au président Hu Jintao. « Vous et vos prédécesseurs avez effacé la mémoire du 4 juin des livres. » AFP

## Madrid prend la rue contre l'idée de négociations avec l'ETA



PHOTO VINCENT WEST, REUTERS

Quelque 850 000 personnes ont manifesté hier dans les rues de la capitale espagnole contre l'ouverture de toute négociation avec l'organisation séparatiste basque armée ETA. Les manifestants, rassemblés à l'appel d'organisations de victimes du terrorisme et avec le soutien de l'opposition de droite, étaient plus d'un million selon les organisateurs, et 850 000 selon la police municipale de Madrid, dont la mairie est tenue par le Parti populaire (PP, opposition de droite). La manifestation, qui s'est déroulée dans le calme, était placée sous le slogan « Pour eux, pour tous. Négociations, pas en mon nom ».

## Si la mort vous intéresse...



RICHARD HÉTU

#### COLLABORATION SPÉCIALE NEW YORK

**NEW YORK** — L'armée américaine, toujours en quête de nouvelles recrues, ne pouvait trouver plus beau symbole que Pat Tillman.

Après les attentats du 11 septembre 2001, Tillman a rejeté un contrat de plusieurs millions avec une équipe de football de la NFL afin de s'engager. Il n'a fait aucune déclaration à la presse, ce qui a ajouté du poids à son geste. Avec son physique athlétique, sa tête blonde et sa gueule carrée, il incarnait le patriotisme américain.

Envoyé sur le front afghan, Tillman est mort le 22 avril 2004 au terme d'un combat présenté comme étant héroïque par l'armée. Or, ses parents accusent aujourd'hui l'armée d'avoir menti. Ils soutiennent en effet que des officiers ont la preuve que leur fils a été tué par un tir américain. Selon le père, avocat à San Jose, en Californie, l'armée a caché la vérité pour ne pas nuire à sa campagne de recrutement.

Fin mai, les parents de Pat Tillman ont exprimé leur dégoût et leur colère dans une entrevue au *Washington Post*. Pour la première fois depuis la mort de leur fils, ils brisaient le silence.

« Pat idéalisait son pays, a dit la mère. C'est pour cela qu'il s'est enrôlé. L'armée l'a laissé tomber. L'administration l'a laissé tomber. Le fait qu'ils aient menti (sur sa mort) est répugnant. »

Au lendemain de la publication de l'article, l'armée a publié un communiqué dans lequel elle présente ses excuses à la famille pour avoir fait des « erreurs » en rapportant les circonstances de la mort de Pat Tillman.

Et l'armée est à la recherche d'un nouveau symbole pour sa campagne de recrutement, qui connaît de sérieuses difficultés. Pour la pre-

mière fois en cinq ans, elle n'est pas parvenue en février à atteindre ses objectifs de recrutement mensuels. Le même phénomène s'est produit en mars et en avril (le dévoilement des résultats de mai, qui devait avoir lieu le 1<sup>er</sup> juin, a été repoussé au 10).

L'armée a pourtant haussé les primes pour inciter les jeunes à s'engager, les portant à 17 000 \$ dans certaines catégories jugées prioritaires. Chez les réservistes, les primes sont passées de 8000 \$ à 10 000 \$ et atteignent 15 000 \$ pour les recrues ayant déjà des états de service. Mais on ne se bouscule pas pour autant au portillon de l'armée, à qui il manque 6000 recrues sur les 80 000 prévues cette année.

« Nous faisons face à un taux de chômage très bas », a récemment déclaré un général pour expliquer le fait que les jeunes n'ont guère envie de s'engager dans l'armée.

Il a passé sous silence le bilan des victimes américaines en Irak (plus de 1600 soldats tués et plus de 11 000 blessés), dans un conflit qui ressemble à un bourbier. Dans un tel contexte, même le chômage est préférable aux yeux de nombreux jeunes et de leurs parents.

L'armée s'inquiète évidemment de ses problèmes de recrutement. Partout dans le monde, elle travaille à flux tendu, et notamment en Irak,

obtenir un faux diplôme de fin d'études afin de pouvoir remplir les conditions requises pour s'engager.

Le Pentagone s'est élevé contre de telles pratiques, mais l'armée se sent bel et bien forcée d'assouplir ses critères. Dans une note interne, elle vient en effet d'ordonner aux commandants de bataillon de ne plus éliminer de candidats pour cause de consommation de drogue, d'alcoolisme et d'obésité, notamment.

On est très loin de Pat Tillman et de son noble patriotisme. Mais le plus étonnant, c'est le silence des partisans de la guerre face aux refus de plusieurs jeunes de s'engager. Où sont les va-t-en-guerre de la télévision, de la radio, de la Maison-Blanche, qui voient en Irak et en Afghanistan un combat essentiel à la démocratie, à la liberté ? Sur la question cruciale du recrutement, ils sont AWOL (Absent without official leave, ou absent sans permission), comme disent les militaires à propos des déserteurs.

Mais à bien y penser, qui sont-ils pour dire aux jeunes d'aller risquer leur peau en Irak ou en Afghanistan ? Au temps de la guerre du Vietnam, ils se sont tous arrangés pour ne pas avoir à servir au front. On parle de George W. Bush, Dick Cheney, Bill Frist, Tom DeLay, Bill O'Reilly et Rush Limbaugh, entre autres faucons qui n'ont jamais bravé le feu ennemi. Ils sont pour la guerre... faite par les autres.

#### Les parents de la vedette de football Pat Tillman accusent l'armée d'avoir menti sur sa mort

## MONDE

## Le Pentagone se défend à propos du Coran

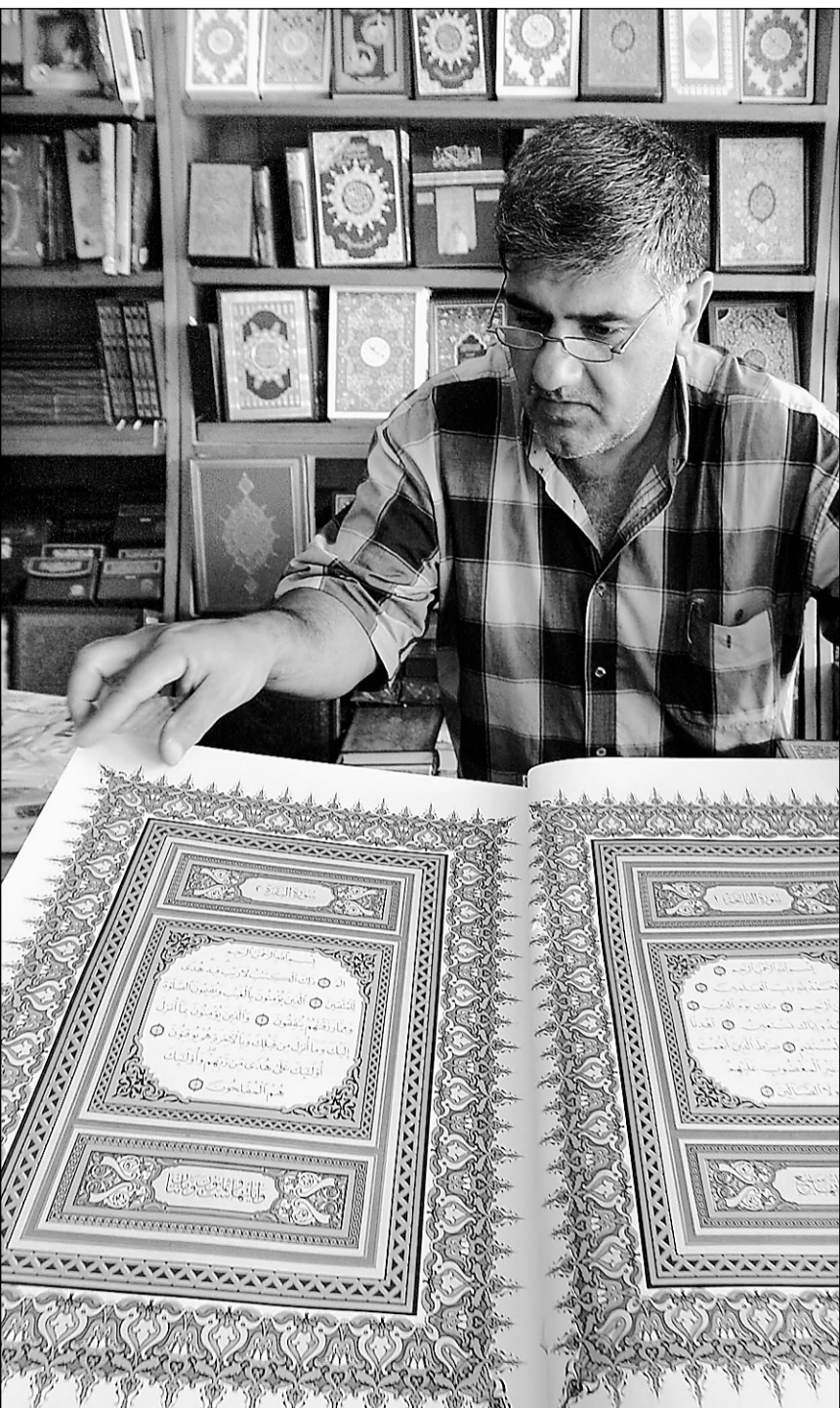


PHOTO KARIM SAHIB, AFP  
Ce libraire de Bagdad, spécialisé dans les livres musulmans, manipule avec grand soin un exemplaire très grand format du livre saint entre tous, le Coran.

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Un garde américain a « accidentellement » uriné sur le Coran à Guantanamo et des militaires ont donné des coups de pied dans le Livre saint musulman mais globalement les soldats ont marqué du respect pour le Coran dans le centre de détention, selon le Pentagone.

En revanche, l'enquête du Pentagone « n'a trouvé aucune preuve crédible qu'un membre de la Force de frappe conjointe (JTF) à Guantanamo Bay (Cuba) ait jamais jeté un exemplaire du Coran dans des toilettes », selon ses conclusions rendues publiques vendredi soir par le Commandement Sud dans un communiqué. « Cette affaire est considérée comme close ».

Le Pentagone indique que les détenus eux-mêmes ont montré bien moins de respect que leurs géoliers pour le Livre saint musulman.

L'enquête fait suite à un article, début mai, du magazine *Newsweek* qui rapportait, citant un responsable américain anonyme, qu'un Coran avait été jeté dans les toilettes à Guantanamo, où l'armée américaine détient plusieurs centaines d'étrangers soupçonnés de terrorisme.

L'article avait entraîné des émeutes en Afghanistan, causant la mort d'une quinzaine de personnes, et provoqué des manifestations dans le monde musulman.

La source du magazine s'était ensuite rétractée et *Newsweek* avait fait de même.

« Nous avons défini comme traitement irrespectueux le fait de toucher, de tenir ou de traiter le Coran d'une manière contraire au règlement ou à la procédure », a indiqué le commandant du centre de détention de Guantanamo, le général Jay Hood. « Nous avons confirmé que cinq de ces incidents présumés ont eu lieu ».

« Sur 31 000 documents couvrant 28 000 interrogatoires et d'innombrables interactions avec les déte-

nus, le Commandement Sud a découvert cinq cas de traitement apparemment irrespectueux du Coran par des gardiens ou des enquêteurs et 15 cas de traitement irrespectueux et de véritable profanation par des détenus », a déclaré Lawrence DiRita, porte-parole du Pentagone.

La Maison-Blanche a qualifié hier les cinq cas de traitements irrespectueux du Coran de « quelques cas isolés perpétrés par quelques individus » que l'armée « ne tolère pas ».

Parmi les fautes avérées attribuées à des militaires américains, l'enquête cite un prisonnier qui s'était plaint, en mars 2005, de ce que lui-même et son Coran avaient été aspergés par de l'urine entrée dans sa cellule par une bouche d'aération.

L'enquête a déterminé que le vent avait poussé dans le système de ventilation de l'urine d'un garde sorti pour se soulager contre le mur. Le garde a été réprimandé et affecté à un autre poste.

L'enquête cite également le cas de gardes qui ont donné des coups de pied dans un exemplaire du Coran en février 2002 dans une cellule.

En août 2003, deux détenus se sont plaints de ce que leurs Corans avaient été mouillés par des gardes qui jouaient avec des ballons remplis d'eau.

Le même mois, un autre prisonnier a montré une obscénité écrite en anglais sur la page de garde de son Coran, sans que le responsable puisse être identifié.

Une autre fois, un enquêteur a marché sur le Coran d'un détenu qu'il interrogeait, puis lui a présenté ses excuses, qui ont été acceptées, toujours selon le Pentagone.

Mais, ajoute le Pentagone, les détenus ont également manqué de respect à l'égard du Livre saint, notamment en « se servant du Coran comme d'un oreiller, en arrachant des pages du Coran, en tentant de jeter un Coran dans les toilettes, et en urinant sur le Co-

## LES CONSIGNES DU PENTAGONE

Le Pentagone a transmis en 2003 des consignes strictes aux militaires à Guantanamo insistant sur le respect du Coran dans le centre de détention. Le département de la Défense avait rédigé un mémo de trois pages, en janvier 2003, soit un an après l'arrivée des premiers détenus sur la base, insistant sur la nécessité de ne pas placer le livre saint de l'islam dans des lieux « offensants, notamment par terre, près de toilettes ou d'un évier, près des pieds ou dans des lieux mouillés ou sales ». Seuls les aumôniers ou les interprètes musulmans ont le droit de manipuler le Coran, et seulement après avoir ostensiblement mis des gants devant les détenus. Le personnel musulman à Guantanamo doit s'efforcer d'utiliser les deux mains pour manipuler le Coran afin de se montrer respectueux, et se servir principalement de la main droite « en raison d'associations culturelles liées à la main gauche », affirme encore le texte. Le Coran doit être « manipulé comme une oeuvre d'art délicate ». Le Pentagone avait rappelé l'existence de ces consignes le 17 mai, après que le magazine *Newsweek* eut désavoué son article dans lequel il citait un responsable américain anonyme — qui s'est par la suite rétracté — affirmant qu'un Coran avait été jeté dans les toilettes de Guantanamo. AFP

ran », ajoute le communiqué. Les premières conclusions de l'enquête du Pentagone ont été publiées le 26 mai. Le général Jay Hood avait alors indiqué que les incidents avaient eu lieu avant que des consignes strictes sur la manière de traiter le Coran n'aient été données à Guantanamo en janvier 2003.

## Le Parlement kurde d'Irak inaugure ses travaux

ABDEL HAMID ZEBARI  
AGENCE FRANCE-PRESSE

ERBIL, Irak — Le Parlement kurde s'est réuni pour la première fois hier, plus de quatre mois après les élections générales, ouvrant la voie à la mise en place d'un exécutif dans la région autonome du nord de l'Irak.

« Votre Parlement élu démocratiquement aura à travailler pendant une période délicate de l'histoire de l'Irak que nous voulons démocratique, fédéral, uni et pluraliste », a déclaré le président irakien et chef kurde, Jalal Talabani, devant le Parlement réuni à Erbil, à 350 km au nord de Bagdad.

« Notre mission sacrée est de rédi-

ger une Constitution qui garantira l'égalité entre toutes les composantes de la société et qui protégera les libertés démocratiques et fédérales », a-t-il poursuivi, soulignant que « toutes les composantes de l'Irak doivent y participer, notamment les Arabes sunnites ».

Le président de l'Assemblée nationale irakienne, le sunnite Hajem al-Hassani, lui a emboîté le pas et a appelé à l'établissement d'un Irak fédéral et à une coopération entre les parlements kurde et national.

La séance s'est tenue en l'absence du premier ministre, le chiite Ibrahim al-Jaafari, mais en présence de responsables de partis, de diplomates étrangers et d'Ashraf Qazi, représentant du secré-

taire général de l'ONU, Kofi Annan.

La réunion s'est tenue sous un portrait géant du mollah Moustafa Barzani, père du nationalisme kurde. La tribune n'était décorée que d'un seul drapeau irakien, celui d'avant le régime de Saddam Hussein, mais de plusieurs bannières kurdes, vert, blanc et rouge, frappées d'un soleil jaune.

La séance inaugurale du parlement de 111 sièges, élu en même temps que l'Assemblée nationale irakienne le 30 janvier, qui devait se tenir fin avril, avait été reportée en raison de différends entre les deux formations qui le dominent notamment sur la présidence de la région autonome.

Les députés ont désigné un prési-

dent du Parlement et un adjoint issus des deux principales formations kurdes. Adnane al-Mufti, membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a été désigné chef du Parlement, et Kamal Karkouki, membre de la même instance du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) comme son adjoint.

M. Talabani et l'autre leader kurde Massoud Barzani, chefs respectifs de l'UPK et du PDK, étaient parvenus le 29 mai à un accord sur le poste de président qui devrait revenir pendant quatre ans à M. Barzani.

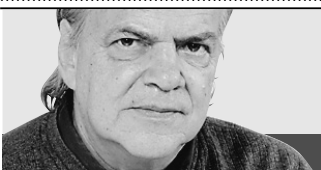
Le Parlement kurde regroupant des représentants des provinces d'Erbil, de Dohouk et de Souleima-

niah, est dominé par les élus de l'Alliance kurde formée de l'UPK et du PDK qui ont envoyé aussi 75 députés au Parlement national et auxquels deux autres députés se sont alliés.

Le PDK et l'UPK s'affrontaient sporadiquement depuis 1994 jusqu'en 2002 pour le contrôle du nord de l'Irak, qui échappait à Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

L'accord politique et l'ouverture du Parlement régional devraient permettre de mettre en place un seul gouvernement combinant les exécutifs actuels des deux partis.

Sur le terrain, la violence n'a pas connu de répit.



## LA PRESSE D'AILLEURS

RÉAL PELLETIER

## L'Irak, entre guerre civile et reconstruction

Au hasard des événements, l'Irak se trouve occulté, certains jours, par le flot de l'actualité : le « non » des Français et des Néerlandais à la constitution européenne, le « défi » posé par la Chine à l'hégémonie des États-Unis ou plus banalement à la puissance industrielle des pays développés. Il y a deux jours, la nouvelle indiquant que les violences avaient fait un minimum de 33 morts en Irak et une quantité indéterminée de blessés n'a fait qu'un modeste rez-de-chaussée en page 4 de *l'International Herald Tribune*.

## Irakiens fratricides

Une autre explication de ce manque d'intérêt circonstanciel, c'est que les violences croissantes touchent moins directement les Américains présents en Irak et de plus en plus les populations irakiennes elles-mêmes. La reporter Sabrina Tavernise, du *New York Times*, une habituée des méandres des luttes fratricides au sein de la communauté irakienne, note que divers attentats ont entraîné la mort d'au moins 550 Irakiens pour le seul mois de mai. Rivalités religieuses et ethniques semblent mener à grands pas vers une guerre civile.

M<sup>me</sup> Tavernise — femme et américaine — a probablement la tâche journalistique la plus difficile en Irak : essayer de démêler l'écheveau pas commode des antagonismes entre chiites et sunnites, avec les Kurdes cantonnés au nord qui tentent de parer les coups.

Et dans sa démarche, la reporter se heurte à des événements qui paraissent échapper à ce schéma : des malfrats s'en prennent volontiers aux médecins en Irak, au point qu'une partie de la profession a cessé de pratiquer et qu'une autre s'exile. Dans le principal établissement de cardiologie de Bagdad — l'équivalent de l'Institut de cardiologie à Montréal — quatre des plus brillants chirurgiens ont quitté le travail sous les menaces, de même que six cardiologues de premier ordre. Certains d'entre eux ont fui l'Irak.

Il y a 15 jours, le directeur d'un autre hôpital, le Dr Abdula Sahab Eunice, était abattu d'une balle en se rendant à son travail en voiture. En un an, 3000 des 32 000 médecins reconnus par leur ordre professionnel en Irak ont abandonné leurs fonctions pour des raisons de sécurité, qu'ils soient sunnites ou chiites. Leurs gestes contribuent à

la détérioration du système national de santé, considéré comme l'un des meilleurs de la région sous

## Architecte de l'invasion, Paul Wolfowitz dirige aujourd'hui un cabinet de reconstruction, la Banque mondiale.

l'ancien régime, même s'il avait tendance à privilégier les patients les plus aisés.

## Reconstruire comment ?

Le sort fait à la pratique de la médecine illustre assez le type de problèmes auxquels se heurte la « reconstruction » de l'Irak de l'après-Saddam. Problème de sécurité essentiellement : 16 % des 21 milliards de dollars américains budgétés pour la reconstruction doivent être consacrés à la sécurité, soit le double des prévisions, explique au *Washington Post* William Taylor, directeur du bureau de direction de la reconstruction en Irak. Jusqu'ici, 295 entrepreneurs civils ont été assassinés en Irak, en date du 30 avril.

Et la restauration des infrastructures du pays traîne la patte. On a

consacré plus de six milliards à ce jour à l'amélioration des réseaux de distribution de l'électricité et de

l'eau. Mais un récent rapport des Nations unies et du gouvernement irakien indique que 85 % des contribuables irakiens ne peuvent pas encore compter sur un approvisionnement électrique fiable et que seulement 54 % des Irakiens ont accès à l'eau potable. Les violences découragent les investissements privés, les institutions financières refusent d'ouvrir des bureaux dans le pays et les pétrolières hésitent à construire des raffineries. « Il y a du risque financier, mais surtout de la sécurité des personnes », note M. Taylor. N'empêche, dit-il, on a reconstruit ou installé 14 postes d'incendie, 16 aménagements pétroliers, 29 postes de contrôle frontalier et formé 140 000 nouveaux agents de l'ordre... et une génératrice de 400 tonnes a pu être acheminée sans entraves de la fron-

tière jordanienne à la ville de Kirkuk.

Ironie du sort, l'un des principaux architectes de l'aventure états-unienne en Irak, Paul Wolfowitz, ex-sous-secrétaire à la Défense des États-Unis, se retrouve aujourd'hui président de la Banque mondiale, de par la volonté du président

Bush. Avec mission institutionnelle de boucher tous les trous de pauvreté et de malheurs sociaux dans le monde, de l'Afrique à l'Amérique latine, en passant par l'Irak.

La Banque mondiale de M. Wolfowitz, rappelle le *Wall Street Journal*, a fermé ses bureaux à Bagdad il y a deux ans, après qu'une bombe eut explosé tout près. L'ex-spécialiste de la « Défense » avoue candidement aujourd'hui avoir un problème : « La guerre (en Irak) n'a jamais pris fin (...) C'est un fait simple : la Banque (mondiale) peut agir beaucoup plus efficacement dans les endroits stables que dans les endroits encore en guerre. »

Une variante sinistre de l'arrosage. C'est à suivre.